



L'éducation mobilisée pour le retrait de la réforme des retraites

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, le 31 janvier a confirmé la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présentée par le gouvernement.

Plus de 2,5 millions travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité·es, se sont mobilisé·es, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire. Cette mobilisation d'ampleur fait suite à celle du 19 janvier qui avait rassemblé près de 2 millions de personnes.

Dans notre secteur, la grève a été à nouveau majoritaire et l'éducation était présente en nombre dans les cortèges. Les personnels de l'éducation, comme l'ensemble du monde du travail, rejettent le projet de réforme des retraites du gouvernement et posent aussi des questions de fond sur la reconnaissance, le sens et le contenu du travail, ils dénoncent aussi dans ce mouvement la dégradation des conditions de travail et de rémunération.

La jeunesse s'est aussi mobilisée pour refuser la précarité grandissante que promet le gouvernement.

La population soutient les revendications des organisations syndicales qui s'opposent au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

Personne ne s'est laissé tromper par la propagande du gouvernement.

Les organisations syndicales dénoncent ainsi le mail du ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, envoyé tant à des agent·es publics qu'à des salarié·es de droit privé, présentant une liste d'arguments en faveur de la réforme des retraites.

Les organisations syndicales n'acceptent pas les propos tenus par la Première ministre indiquant que, selon elle, « l'âge de départ à 64 ans n'est plus négociable ». Pour les organisations syndicales le recul de l'âge de départ n'a jamais été négociable ! *Les propositions alternatives formulées par elles sont toutes restées lettre morte !* Cela démontre le jusqu'au-boutisme du gouvernement, sourd au rejet exprimé par la totalité des organisations syndicales et l'immense majorité des citoyen·nes.

Rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale. Le gouvernement doit entendre le rejet massif de ce projet et le retirer.

Durant la période des vacances zonées, les organisations de l'éducation appellent les collègues à poursuivre leur participation aux mobilisations où qu'ils se trouvent.

Les organisations de l'éducation relaient l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle à se mobiliser par la grève et la manifestation encore plus massivement le mardi 7 février puis le samedi 11 février pour dire non à cette réforme. Elles appellent, d'ici là, à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

La victoire est à notre portée : nous allons obliger le gouvernement à retirer sa réforme !

Le 2 février 2023